

LA VÉRITÉ

Premier journal paru dans la clandestinité (N° 1 août 1940)
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IV^e Internationale)



Bulletin intérieur
Prix : 2 francs

Pour la légalisation de "LA VÉRITÉ"

Le syndicat des électriciens de Mexico a adressé au général de Gaulle un télégramme protestant contre l'interdiction de « La Vérité » et demandant son autorisation.

Le syndicat des électriciens comprend environ 30.000 membres.

Rupture de la coalition avec De Gaulle, le M.R.P. les Radicaux,

Gouvernement THOREZ - BLUM - C.G.T.

SOUS LE CONTROLE ET LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS

Résolution du Comité Directeur du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Séance du 21 novembre 1945)

Le Comité Directeur du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE a pris connaissance de la composition du nouveau gouvernement. Il constate que ce gouvernement d'« unité nationale » réunit, à côté de membres des deux grands partis ouvriers, des représentants de la bourgeoisie: les ministres M.R.P. et U.D.S.R., et même les représentants d'anciens partis que les élections avaient balayés de la scène politique (du parti radical à l'alliance démocratique de Flandin).

Loin de berner leur capitulation à la collaboration avec la pire réaction bourgeoise, les dirigeants des partis ouvriers acceptent allègrement de se trouver en minorité (10 contre 12) au sein de ce ministère, alors qu'ils ont la majorité des voix aux élections et des sièges au Parlement. Le Comité Directeur remarque dans la composition de ce ministère le fait que sa direction appartient toujours à de Gaulle, qui n'a jamais cessé de manifester la plus grande hostilité vis-à-vis de la classe ouvrière et de préparer avec ténacité l'instauration de son pouvoir personnel, sous la protection de sa D.G.E.R.

Le Comité directeur appelle les travailleurs à comprendre dès maintenant qu'un tel gouvernement n'est capable ni de prendre les mesures susceptibles de sauvegarder les libertés démocratiques et de donner à chacun du pain et du travail, ni s'appliquer celles des mesures prévues par le programme du C.N.R. ou le programme des gauches qui sont susceptibles effectivement d'améliorer le sort des masses; bien plus, ce gouvernement servira seulement à lier les mains à la classe ouvrière, à lui faire payer les frais de l'occupation et de la guerre, à assurer à la bourgeoisie la liberté nécessaire pour préparer la dictature antiouvrière et à appliquer une politique esclavagiste dans les colonies en accord avec les brigands impérialistes du monde entier. Par leurs représentants dans ce ministère, les dirigeants socialistes et communistes s'associeront à cette politique.

Nous répétons que les travailleurs ont voulu, pour leur assurer le pain, la paix et la liberté, la réalisation dans ce pays d'un gouvernement des partis socialiste et communiste et de la C.G.T., à l'exclusion de de Gaulle et de tout ministre bourgeois. Que chacun, désormais, prenne ses responsabilités! Les partis socialiste et communiste ont préféré l'entente avec de Gaulle et la bourgeoisie, qu'ils ont dénoncés pendant la campagne électorale, à la réalisation

du programme dont les lignes essentielles sont voulues par toute la classe ouvrière et qu'ils déclaraient eux-mêmes indispensables.

Ces partis ont refusé de faire appel au soutien actif des millions de travailleurs qui ne demandaient qu'à agir, ce qui eût été le seul moyen de faire plier de Gaulle.

Lui, de Gaulle, a bien compris tout le parti qu'il pouvait tirer d'une manifestation de bandes fascistes organisée en sa faveur!

Le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE appelle les travailleurs à exiger que leurs élus viennent immédiatement s'expliquer dans les quartiers et les usines sur leur abandon de la lutte sans faiblesse pour l'application de leur programme et leur soumission à de Gaulle, l'homme du grand capital. Dans chaque usine, quartier, section syndicale, organisation politique, des motions et pétitions doivent être votées et envoyées aux directions du P.S., P.C.F. et C.G.T. pour exiger la rupture de la coalition avec les partis de la bourgeoisie et la constitution d'un gouvernement Thorez-Blum-C.G.T. que le peuple tout entier est prêt à prendre sous sa protection et son contrôle.

Le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE appelle les travailleurs à redoubler de vigilance pour la défense des libertés démocratiques que menace un gouvernement dirigé par la bourgeoisie. Il les appelle à prendre dans leurs propres mains la défense de leurs conditions de vie, à imposer par leur action la réalisation de nationalisations véritables sans indemnités ni rachat, la reconstruction et la production de ce qui est nécessaire aux besoins des masses suivant un plan élaboré par les syndicats et contrôlé par les travailleurs. Il les appelle à imposer contre la hausse des prix et les dévaluations qu'on prépare, l'échelle mobile des salaires. Il leur demande de montrer leur solidarité active avec leurs frères indochinois en imposant la reconnaissance immédiate par le nouveau gouvernement de l'indépendance de l'Indochine.

Il les appelle à constituer leurs groupes d'auto-défense contre les bandes fascistes qui se réarment sous les yeux bienveillants de la police. Il les appelle à venir avec nous construire le grand parti révolutionnaire qui seul, met en avant les revendications essentielles des masses et seul appliquera son programme, le parti qui seul lutte pour l'instauration de l'Etat ouvrier et des Etats-Unis socialistes soviétiques dans le monde.

Réflexions sur une crise :

Un pas en avant, deux pas en arrière

La « crise gouvernementale »

Que s'est-il donc passé depuis la honteuse journée du 13 novembre, lors de laquelle l'Assemblée A MAJORITE SOCIALISTE-COMMUNISTE FRANCAIS a plébiscité de Gaulle à l'UNANIMITE?

Pourquoi tant de bruit, tant de confusion pour en revenir au point de départ?

Thorez demandait pour son groupe: l'Intérieur, les Affaires étrangères ou la Guerre.

Le Gouvernement est formé avec une majorité antiouvrière et le P.C.F. n'a obtenu ni l'Intérieur, ni les Affaires étrangères, ni la Guerre. Le Gouvernement est quadripartite... avec le D.G.E.R.

Le Général des trusts a imposé son diktat!

Les Socialistes ont trahi.

Mandataires de près de 5 millions de travailleurs qui veulent que ça change, après avoir clamé pendant toute la campagne électorale que le référendum n'était pas un plébiscite, les socialistes ont plébiscité à deux reprises le Général des trusts.

Mardi 13, Aurjol a déclaré: « Librement, souverainement... nous allons voter pour de Gaulle!!

Lorsque Duclos jure ses grands dieux que « si l'on avait voulu faire l'expérience d'un chef de gouvernement communiste... »

Le socialiste « de gauche » Philipp Interrompt:

« Nous vous l'avons offert! »

Et D. Mayer ajoute:

« Il est encore temps de poser votre candidature. »

Duclos ne pose pas sa candidature. Mais...

Lundi 19, Duclos propose de se passer des bons services de de Gaulle.

Nous ne saurions, en tout cas, nous séparer de Lui... répond en substance A. Philipp qui a la mémoire courte.

Les socialistes, comme un seul homme, répliquent... Jamais 2 sans 3! toujours...

Le malheur de la II^e Internationale et de la S.F.I.O. c'est que depuis le 2 août 1914, elle n'a jamais su dire non à la bourgeoisie. Ce sont « les lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise » disait Lénine.

Le P.C.F. et l'Ordre.

Le P.C.F. continue ses aveux: Duclos a le cynisme de déclarer le 19 novembre:

« Depuis la libération, nous avons contribué à rétablir l'ORDRE dans le pays. Nous avons mené campagne pour le désarmement des groupes armés et pour la production. »

Une seule armée: l'armée de métier.

Une seule police: la D.G.E.R.

Un seul gouvernement: celui du général des trusts appuyé sur ses bandes fascistes.

En avant pour le million !

« Comme nous, vous voulez que retentisse à nouveau, après de longues années, la parole communiste à la tribune du Parlement bourgeois. »

Aux élections constituant, le problème financier nous a interdit de présenter plus de deux listes et de mettre en œuvre des moyens de propagande suffisants. Nous n'avons pas eu d'échec. C'est pourquoi, dépassant l'exemple de l'Assemblée nationale de Bordeaux qui vota la confiance à Pétain, la Constituante à majorité ouvrière le 13 oct. vota POUR... à l'unanimité.

Les élus trotskystes auraient voté

CONTRE Bonaparte.

POUR Thorez, chef du Gouvernement.

POUR un Gouvernement Thorez-Blum-C.G.T.

Peut-être d'autres députés socialistes ou communistes français auraient alors su rompre l'unanimité de la trahison.

Vous voulez que les intérêts de la classe ouvrière soient représentés à la prochaine Chambre.

Alors, aidez-nous à faire élire plusieurs députés trotskystes!

Souscrivez pour le Million.

Organisez des souscriptions autour de vous.

Le 1^{er} Million doit être souscrit dans un temps record!

Le Socialist Workers Party (Section américaine de la IV^e Internationale) proteste contre l'arrestation des Indochinois

New-York, le 13 octobre 1945. — James P. Cannon, Secrétaire National du Socialist Workers Party, envoyé aujourd'hui le télégramme suivant au Général Charles de Gaulle, président du Gouvernement provisoire français:

« Le Socialist Workers Party proteste énergiquement contre l'arrestation du D^r Tran Duc Tao et de la délégation des 42 représentants des 25.000 Indochinois résidant en France. Nous demandons leur relâchement immédiat. Nous demandons qu'il leur soit donné l'entière possibilité d'exposer la cause du peuple indochinois combattant contre l'impérialisme devant le peuple français et devant les peuples du monde entier. L'emprisonnement des 42 sera interprété seulement comme une tentative pour empêcher la compréhension et la collaboration entre les masses d'Indochine et le peuple de France. Laissez les peuples du monde entendre la voix de la libre Indochine. »

ECHELLE MOBILE DES SALAIRES !

Qui paiera les pots cassés ?

Chaque jour le travailleur et la ménagère voient s'amenuiser leur possibilité d'acheter les denrées et les objets de consommation qui leur sont le plus strictement nécessaires. Le pain, le vin, la margarine, le peu de viande qu'on nous alloue, tout a pour le moins doublé de prix depuis un an. Ne parlons même pas des chaussures et des vêtements! Et chaque mois le gouvernement imprime UN NOUVEAU MILLIARD DE FRANCS, ce qui fait augmenter toujours plus le prix de la vie. Tout cela pour payer les pots cassés de la guerre des capitalistes.

Forcément les ouvriers ne veulent pas supporter cela. Ils revendiquent et — le plus souvent contre la C. G. T. — ils se mettent en grève. Parfois ils obtiennent un rajustement de salaires. Mais aussitôt les patrons invoquent ce fait pour augmenter encore les prix et ainsi il créent ce qu'on appelle le cycle infernal. Mais

ce « cycle infernal » joue surtout contre les travailleurs et les gagne-petits, car si les salaires augmentent, les prix augmentent beaucoup plus vite encore. Ainsi depuis le début de la guerre, selon les indices officiels — au-dessous de la réalité d'ailleurs et déjà anciens — la vie a augmenté de 600 % tan-

par
B. GRANGER

dis que les salaires de 300 % seulement. Mais si l'on compte ce qu'il doit se procurer au marché noir, son salaire a diminué en réalité de 3 ou 4 fois. C'est de cette manière que les capitalistes jettent sur les épaules des travailleurs les charges de leur régime pourri, le coût de leur guerre et les résultats de leur incapacité.

Un aveu précieux

« Cycle infernal »! On voudrait donner l'impression de quelque chose d'inévitable, comme s'il s'agissait d'une force diabolique contre laquelle on ne pourrait rien. Serait-ce vraiment ainsi? Il nous est tombé entre les mains le journal d'un groupement de gros commerçants intitulé « Le Journal des Magasins de l'Épicerie », et voici ce qu'on y lit :

« D'une manière générale il y a récupération automatique sur les prix de toutes les augmentations de salaires, en ce qui concerne le secteur industriel. Là, les prix sont établis en considération de tous les éléments susceptibles d'entrer dans leur formation, éléments minutieusement étudiés parmi lesquels le coût de la main-d'œuvre figure dans une proportion notable. Dans certaines branches industrielles, le prix de la main-d'œuvre fait même l'objet d'une comptabilité particulière, on y facture cette main-d'œuvre telle une fourniture, une marchandise. C'est le recours en somme à une espèce d'échelle mobile, et l'on pourrait citer des cas où le travail de l'ouvrier après avoir été successivement estimé à 50, 60 et 80 francs l'heure est actuellement facturé en toutes lettres à plus de 100 francs, prix d'ailleurs homologué par le service des prix. »

Voilà donc à quoi se réduit le « cycle infernal ». Le patron compte dans le prix de revient à 60, 80 et 100 fr. l'heure des ouvriers qu'il paye entre 20 et 40 fr. Et pourtant lorsque les ouvriers montent en délégation pour demander une augmentation de salaire au patron, c'est le bureau des pleurs: « Impossible... »

— Nous perdons de l'argent, etc... C'est tout juste s'il ne demande pas une collecte auprès des ouvriers pour sauver la direction.

Les ouvriers ne doivent absolument pas croire les patrons sur parole et doivent exiger immédiatement l'ouverture des livres de compte. Ils constateront le plus souvent que les patrons gagnent des millions. C'est d'ailleurs pour masquer ce fait que les capita-

listes se réfugient derrière le secret commercial.

Mais même si certains petits capitalistes en viennent à perdre de l'argent, même si certains vont à la ruine, ce n'est pas aux travailleurs de renflouer de leur maigre paye les banqueroutiers et les capitalistes ruinés, victimes de leur propre régime et de la concurrence.

Echelle mobile des salaires, C. G. T. à l'action!

Non! A l'échelle mobile des bénéfices que les patrons appliquent doit répondre le mot d'ordre de l'échelle mobile des salaires. Cela veut dire:

Que chaque augmentation du coût de la vie doit être calculée, traduite en chiffres, autrement dit que la C.G.T. établit l'indice des prix. En comparant cet indice à l'indice précédent elle pourra dire que les salaires doivent être augmentés de 1/3, de 1/2, parce que les prix ont augmenté de 1/3 ou de 1/2.

Chaque augmentation du coût de la vie sera automatiquement suivie d'une augmentation égale des salaires. Alors les capitalistes renonceraient à élever leurs prix. Le pouvoir d'achat des travailleurs se trouvera stabilisé aux dépens des profits des capitalistes. Les prix cesseront de monter parce que les capitalistes n'auront plus rien à y gagner.

L'échelle mobile des salaires est donc une issue, la seule issue, à la misère des travailleurs. De plus, en réajustant simultanément les salaires de toutes les corporations de travailleurs elle renforce leur cohésion dans la lutte contre les affameurs.

Mais elle répond aussi à l'intérêt des paysans et des classes moyennes pour qui la hausse des prix signifie la misère et la ruine. Le mythe du « cycle infernal » dont ils sont victimes pourra être brisé.

Bien entendu, les capitalistes ne veulent pour rien au monde d'une telle solution. Ils emploieront toutes les ruses pour s'y opposer.

Ce n'est que par une action consciente et coordonnée des travailleurs que les obstacles seront brisés. La C.G.T. doit inscrire comme la première de ses revendications l'application de l'échelle mobile des salaires. Les partis ouvriers qui ont la majorité à la Constituante et dans le pays peuvent demain faire triompher l'échelle mobile. Ils auront pour cela l'appui des masses travailleuses, c'est-à-dire de l'immense majorité du pays.

Car en définitive, il s'agit de savoir qui, des capitalistes ou des travailleurs, paiera les méfaits du régime. Il s'agit de savoir si la classe ouvrière, après avoir été saignée par la boucherie impérialiste, se laissera détruire par le régime. C'est seulement la lutte qui en décidera.

L'abondance des matières nous oblige à reporter à la semaine prochaine l'article de J. Moscovici: « La crise soviétique ».

« LA VÉRITÉ » devient hebdomadaire !

Tous au travail pour son maintien !

Avec le présent numéro, La Vérité devient hebdomadaire. Ce n'est qu'après un examen approfondi de nos possibilités rédactionnelles, organisationnelles et financières que cette décision a été prise. Les plans dressés sont concrets et réalisables — à condition qu'ils soient appliqués dans tous leurs détails avec tout le sérieux dont doit faire preuve une organisation bolchévique. Le premier pas est fait; la réussite dépend de toi, camarade.

Comment? D'abord, pour son contenu. Notre Vérité n'est pas l'organe de la Région Parisienne, mais le bulletin intérieur national du Parti. Pour qu'il le soit véritablement, il faut que les responsables de presse régionaux centralisent les informations importantes et les fassent parvenir à la rédaction dans le délai le plus bref, car l'essentiel pour un hebdomadaire est que ses informations ne soient pas dépassées par les événements.

Deuxièmement, pour sa diffusion. La parution hebdomadaire est une lourde charge pour un parti qui n'a d'autres moyens d'existence que les faibles contributions de ses militants et sympathisants. Il faut à tout prix éviter toute négligence qui, entraînant un bouillonnement, pourrait compromettre sa parution régulière. Chaque exemplaire compte.

Troisièmement, pour les finances. Nos marges financières sont très étroites. De la régularité, mais aussi et surtout de la rapidité avec laquelle s'effectueront les versements dépendra la réussite ou l'échec de nos efforts.

Quatrièmement, pour les amis de La Vérité. La question se présente sous deux aspects. D'abord, l'aide financière qui nous permettra une extension ultérieure de La Vérité. Ensuite — peut-être plus importante — sa légalisation.

Les élections ont démontré que nous sommes entourés par un fort courant de sympathisants qui n'admettent pas que, par le sabotage systématique de la bourgeoisie, nous soyons condamnés à développer notre programme dans un pauvre bulletin intérieur au lieu d'être répandu largement dans un organe public du Parti, cette situation est un scandale.

NOUS VENONS DE RECEVOIR L'INFORMATION QUE 30.000 OUVRIERS MEXICAINS ONT PROTESTÉ A LA LEGATION DE FRANCE AU MEXIQUE CONTRE L'INTERDICTION QUI PÈSE SUR « LA VÉRITÉ ».

Nous attendons la confirmation des bruits indiquant des protestations encore plus massives de la part des ouvriers des Etats-Unis. Il est surprenant que ceci se passe de l'autre côté de l'Atlantique seulement et que la classe ouvrière française ne soit pas à l'avant-garde de ses revendications démocratiques pour la liberté de la presse. Les camarades ont le devoir le plus pressant d'organiser partout des comités d'« Amis de La Vérité » qui imposent par leur action (résolutions votées dans les syndicats, organisations de loisirs, etc. — lettres et télégrammes au ministère de l'Information — mobilisation de tout courant se réclamant des libertés démocratiques) la transformation de notre bulletin intérieur en un organe public.

La voix de La Vérité a été faible et étouffée. C'est déjà un grand pas de fait que de pouvoir la faire entendre régulièrement chaque semaine comme bulletin intérieur. Mais ce ne peut être là qu'une première étape. Même hebdomadaire, La Vérité, sur deux pages petit format, est nettement insuffisante. Il faut une Vérité sur au moins quatre pages. Mais, camarades, on ne construit pas une maison en commençant par le toit. Ce n'est que dans la mesure où nous aurons prouvé dans la pratique que nous sommes capables de résoudre avec sérieux même les problèmes de cette première étape que nous aurons le droit d'envisager une Vérité répandue à une échelle correspondant à nos tâches historiques.

Ce qu'il faut, camarades, c'est de l'esprit de suite. De son côté, l'administration va contribuer à cet esprit en ouvrant, dès le prochain numéro, la rubrique « Les Amis de La Vérité » dans laquelle chacun pourra exposer le fruit de ses expériences pratiques pour la réalisation de nos objectifs. Participez-y.

Avec méthode et enthousiasme, camarades, au travail! L'ADMINISTRATEUR.

INDEPENDANCE DES COLONIES !

Travailleurs coloniaux,

Fidèle à son drapeau internationaliste, « la Vérité » s'est toujours efforcée de faire une place dans ses colonnes à la lutte des pays coloniaux. Elle se propose dans cette rubrique « Indépendance des colonies » d'assurer un écho régulier à vos combats. Vous savez que le gouvernement français a tout intérêt à cacher aux ouvriers de la métropole ce qui se passe dans ses colonies. Si vous voulez que cette rubrique dévoile avec précision les menées et les crimes de l'impérialisme, écrivez-nous, apportez-nous vos renseignements, vos points de vue. La lutte des peuples coloniaux est la même que celle des ouvriers. Cette seule et même cause triomphera par le communisme de Marx, Lénine, Trotsky, sous le drapeau de la IV^e Internationale.

Reconnaissance immédiate de la République indépendante du Viet-Nam !

Retrait immédiat des troupes d'occupation et d'intervention !

Le Meeting de Wagram

Le 13 novembre se tenait à Wagram un meeting d'une très grande importance où étaient représentés le journal *Franc-Tireur*, le mouvement indochinois en France, la C. G. T. et le P. C. F.

La S.F.I.O. se déroba en attendant, paraît-il, un « supplément d'information » ! La Ligue dite « des Droits de l'Homme » en fit autant.

Pour une toute autre raison, notre Parti ne put s'exprimer à Wagram, bien qu'il eût été l'initiateur de la réunion. En effet, le Parti Communiste Français, enfin dégagé de ses soucis électoraux, accepta de s'exprimer, mais posa comme condition à sa participation que le Parti Communiste Internationaliste en soit exclu. Le sectarisme mesquin des diviseurs stalinien n'était pas de nature à renforcer le soutien du Viet-Minh. Mais désireux avant tout d'assurer à la lutte du Viet-Minh le plus large écho, nous avons invité les travailleurs à assister en masse à ce meeting, malgré l'exclusion lancée contre notre Parti qui fut le seul à prendre activement dans la campagne électorale la défense du peuple indochinois et de tous les peuples coloniaux.

La presse, en général, a fait le silence sur le meeting. *L'Humanité* en donne un compte rendu fort peu fidèle. *Franc-Tireur* est bref. Et pourtant ce meeting fut probablement le plus important depuis un an pour la classe ouvrière. Ce qui frappait dès l'abord, c'était l'ardente sympathie qui unissait dans la salle les travailleurs coloniaux et les travailleurs français, vivante expression de leur solidarité dans la lutte contre le capitalisme exploiteur et sanguinaire.

Après que Mme *Andrée Viollis* eut rappelé les crimes du colonialisme français en Indochine, le camarade *Boutbien*, représentant *Franc-Tireur*, posa avec clarté les revendications du Viet-Minh et les mots d'ordre de solidarité du prolétariat français. Après lui, un camarade indochinois, dans un exposé admirable d'ardeur, de courage et de conscience, montra la solidarité qui unit les peuples colonisés aux travailleurs français.

Sa conclusion est saluée par toute la salle debout, point levé, au chant de l'*Internationale*.

Après ces deux exposés, Hénaff, au nom de la C.G.T., et Cristofol, pour le P.C.F., donnèrent nettement l'impression de vouloir noyer le poisson, ce qui leur valut de nombreuses interruptions de la salle : « A l'action ! A l'action ! » « Donnez donc l'ordre de grève de solidarité » et « Indépendance des colonies ! »

Hénaff répondit que les chefs de la C. G. T. entendaient choisir eux-mêmes l'heure de l'action ! Les travailleurs présents semblaient comprendre qu'il serait criminel d'attendre l'heure des Cristofol, Hénaff et Cie alors que les combattants du Viet-Minh sont écrasés tous les jours par l'artillerie et l'aviation du « président » de Gaulle, l'élu des Cristofol et Cie.

La Vie du Parti

Une regrettable erreur typographique a éliminé de notre dernier numéro une importante partie de l'information concernant le meeting organisé à Concarneau par nos camarades du Finistère.

Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs et publions intégralement l'écho.

1.200 travailleurs répondent à l'appel du P.C.I. à Concarneau

A Concarneau, le 19 octobre, c'est 1.200 travailleurs qui répondent à l'appel du P.C.I. Au Bureau, le père de notre camarade Bourhis. Assesseurs : la femme de notre camarade Gueguen, maire de Concarneau, fusillé à Chateaubriant, Pierre Fauglet, organisateur des F.T.P.

Après une brève allocution du président, le camarade Gérard Tréviën attaqua les lâches colonialistes et retraça la lutte clandestine du P.C.I. dans la région bretonne. Après lui, Eliane Rouël défendit les revendications des femmes travailleuses.

Puis Houdon exposa notre programme et dénonça en termes cinquièmes les colonialistes.

Se sentant morveux, les chefs communistes français déclenchèrent l'offensive à leur façon habituelle : l'obstruction et la provocation. Un intellectuel stalinien tenta de déformer sciemment le sens de notre propagande de fraternisation avec les travailleurs sous l'uniforme. « J'ai eu mon boche », déclara cet étrange « communiste ».

Puis il déclara le répertoire de colonniettes habituelles que la direction du P.C.F. a largement diffusé à défaut d'arguments politiques pour nous répondre.

Notre correspondant poursuivit : « Nous n'avons pu répondre à ces âneries, car ils avaient un bon groupe de gueulars allant de 12 ans à quatre ivrognes en passant par une mégère pratiquant le marché noir. Ils ont déclenché la bagarre. Le drapeau de la IV^e a été volé. Le gars qui l'avait pris nous l'a d'ailleurs ramené le lendemain, comprenant sans doute que le gangstérisme doit être exclu des rapports entre les diverses tendances du mouvement ouvrier. » A noter que la majorité de la salle réapprouva la provocation des sectaires du P.C.F.

CONGRÈS RÉGIONAL DE BRETAGNE

La région bretonne du P.C.I. vient de tenir son Congrès annuel.

Le rapport moral a souligné que l'influence relativement importante, dont le parti jouit en Bretagne, est essentiellement le résultat de la courageuse activité clandestine de nos camarades pendant la guerre. En particulier le Congrès a adressé son souvenir reconnaissant à nos camarades Marc Bourhis, Robert Cruau, Yves Bodenes, André Le Floch et à Pierre Gueguen, victimes de la terreur nazie.

Il a enregistré avec satisfaction les résultats de nos interventions publiques au cours et après la campagne électorale, qui ont manifesté la sympathie croissante avec laquelle nos mots d'ordre sont accueillis par les travailleurs, malgré les calomnies répandues par les chefs du P.C.F.

Il a adopté un plan de travail pratique, qui doit mettre la région à même d'intervenir plus activement encore au cours des prochains mouvements des masses, et en particulier de soutenir des candidatures trotskystes au cours de prochaines élections.

Le rapport politique, présenté par un camarade du C.D., et la discussion qui a suivi ont permis aux délégués de mesurer les possibilités considérables qui s'ouvrent devant notre parti, au moment où les masses ouvrières entrent en action toujours plus largement et commencent à se défier des organisations sociales-démocrates et staliniennes engagées par leurs chefs dans la voie de la collaboration de classes, malgré la volonté de leurs électeurs.

A l'unanimité, enfin, notre camarade Gérard Tréviën, ouvrier à l'arsenal, député à Buchenwald et à Dora, est élu secrétaire de la Région bretonne du P.C.I.

Avis : Pour la Bretagne, s'adresser désormais à : G. Tréviën, 89, rue du Guelmeur, Brest-Saint-Marc, Finistère.

NOTE de l'Administration

Les rayons et régions du Parti, ainsi que les correspondants sont priés d'adresser tout le courrier concernant « La Vérité » : 19, rue Daguerre, Paris-14^e et d'indiquer sur l'enveloppe la mention : Administration de « La Vérité ».

La lutte des tirailleurs indochinois en France

Les journaux bourgeois, au moment de la dissolution de la délégation indochinoise, ne se sont pas fait faute de prétendre que cette délégation (élue démocratiquement) ne représentait nullement les 25.000 Indochinois résidant en France. Sans doute, le ministère des Colonies les représentait-il mieux ? Les tirailleurs indochinois se sont chargés de leur infliger un éclatant démenti. A la suite de l'arrestation de Tran Duc Thao, membre de la délégation, une grève de la faim a eu lieu en mesure de protestation dans toutes les casernes de tirailleurs indochinois en France, le 18 octobre. A cette manifestation pacifique, les autorités françaises ont répondu par des arrestations et parfois l'intervention sanglante de la gendarmerie.

A Aix-en-Provence, la caserne Forbin a été assignée et gardée par les troupes noires. Un grand nombre de gradés et de soldats indochinois ont été arrêtés et gardés en prison ; parmi eux, le lieutenant Dinh, l'adjudant-chef Ru, l'adjudant Dai, les sergents chef Diem, Sann, Pleuc, An, l'adjudant Canh, les sergents Thinh, Dugêt, Ky Thanh, Binh.

A Fréjus et Saint-Raphaël, les camps de Cais, de Gallieni et les détachements environnants ont été assignés et gardés par les troupes noires. L'adjudant Thiông, l'adjudant-chef Dinh et nombre d'autres sous-officiers et soldats ont été arrêtés.

A Marseille, au Dépôt des isolés des troupes coloniales, 8 tirailleurs indochinois ont été jetés en prison, 10 sous-officiers au Détachement indochinois du Corps expéditionnaire.

Arrêtés et détenus en prison, à la Compagnie d'Auto, sous-lieutenant Thin, adjudant Minh ; à la Compagnie de commandement, tous les sous-officiers. La troupe a été déplacée.

A la caserne Buffarde, un détachement Saint-Loup, la gendarmerie est intervenue. On compte parmi les tirailleurs 6 blessés graves, 22 blessés légers.

A Strasbourg, à la caserne Fiévet, au détachement principal, 68 soldats arrêtés et détenus en prison, des gradés dont les adjudants Luong, Duvet, Vinh, Bich. 2 soldats internés à la gendarmerie du Pont de Kehl ont été torturés.

A Agen, il est venu, le 12 novembre 1945 dans l'après-midi, environ deux cents gardes mobiles (G.M.R. de Durmond) munis de mitraillettes, mousquetons et pistolets.

Ils procédèrent à une perquisition du camp et confisquèrent tous les instruments tranchants (couteaux, canifs, etc.).

Le lendemain, ils revinrent et les sous-officiers annamites furent rassemblés pour se faire arrêter. Ces arrestations étaient imminentes depuis la grève de la faim déclenchée contre les mesures d'exception dont la colonie annamite en France a été victime.

Six officiers furent embarqués et d'autres devaient les rejoindre lorsque tous les soldats du camp accoururent pour s'y opposer. Les gardes mobiles les chargèrent à la baïonnette, en blessèrent grièvement une vingtaine, en touchèrent un grand nombre aux jambes, aux bras et à la figure. Ils tirèrent ensuite en l'air sans pouvoir disperser les Annamites. Une autre salve abattit l'adjudant Mao. Au total, sur les 400 arrestations effectuées, 200 sont encore maintenues.

Ces faits parlent d'eux-mêmes. Ils montrent la sauvagerie de la bourgeoisie française et prouvent que la délégation représentative des Indochinois résidant en France. Il faut que le prolétariat français exige :

- la libération immédiate des tirailleurs indochinois ;
- la reconnaissance de la délégation.

POUR VENGER LES CRIMES NAZIS

LE LAMPISTE CRÈVERA

par **MARCEL BAUFÈRE**
RAPATRIÉ DE BUCHENWALD

LES guerres, toutes les guerres, offrent des conditions favorables à l'épanouissement des plus bas instincts de l'humanité. Il en a toujours été ainsi dans l'Histoire du Monde. Les expéditions coloniales et les conflits impérialistes contemporains n'ont fait que confirmer cette constatation.

Le nazisme n'a rien innové. Il a exaspéré à l'extrême les tendances barbares qui se développent naturellement dans une Société en putréfaction. Nous avons été témoins, à Buchenwald, à partir de février 1945, de cas de cannibalisme... C'est, en toute clarté, un cas de retour à la barbarie. Cinq millions d'hommes sont passés par la cheminée des crématoriums. Ainsi le nazisme a élevé le plus beau monument d'horreur que l'humanité ait jamais possédé.

Cela n'a pas empêché les Trotskystes, dans les camps de concentration, de rester fidèles à l'Internationalisme. Ce n'était pas toujours facile de lutter contre l'hystérie chauvine. Nous avons fait front. Ce n'était pas toujours facile de s'opposer aux Nationalistes qui prétendaient rejeter en bloc tous les « boches » comme des barbares. Nous l'avons fait. Ce n'était pas toujours facile de défendre les Russes contre l'unanime hostilité (y compris bien souvent celle des militants du P. C. F.). Nous l'avons fait. Être Internationaliste comportait quelques risques. Pour certains le crématorium. Aussi, nous n'avons de leçon à recevoir de personne. Ni des pointilleux ultra-gauchistes pour qui l'expression de la vérité objective est du patriotisme camouflé, ni du P. C. F. qui veut faire croire que notre fidélité aux principes communistes de l'Internationalisme est du pro-germanisme.

LEUR JUSTICE...

Le deuxième conflit impérialiste est terminé. Une fois de plus le mensonge des impérialistes qui prétendaient lutter pour la civilisation apparaît au grand jour. Ces Messieurs prétendaient instaurer la justice. Les « criminels de guerre » devaient être jugés et exécutés. Voyons donc ce qu'est la « justice » impérialiste.

D'abord le procès de Kramer. Ce sinistre individu a fait périr à Auschwitz et à Bergen-Belsen des dizaines de milliers de prisonniers politiques de toutes nationalités. Des milliers de survivants sont témoins. En quelques heures le jugement pouvait être rendu. En quelques minutes exécuté. Mais ces conceptions « sommaires » de la justice ne satisfont pas les scrupules des juges de la bourgeoisie anglaise. On peut exterminer des Hindous sans jugement. Mais pour Kramer, on prend toutes les précautions « démocratiques ». D'où cette lugubre mascarade. Depuis des semaines, les audiences succèdent aux audiences.

Aucun jugement n'est possible

avant de savoir... si le gourdin avec lequel Kramer assommait hommes, femmes et enfants était carré ou rond. Nous n'inventons rien. Et nous n'ajoutons pas un mot.

Passons à Nuremberg. C'est le procès des grands criminels de guerre. Göring y figure au premier plan. Il est bien nourri, toujours gras à souhait. Il dispose comme ses acolytes d'une salle de bains. Des centaines d'employés ont été mobilisés pour aider la « justice » à préparer ce procès. Mais le procès n'a pas lieu. L'accusation n'est pas prête. Cela dure depuis six mois. Le procès est remis sans cesse. (A suivre.)

On écrit à « LA VÉRITÉ »

Les camarades qui acceptent que leur lettre soit publiée sous leur signature sont priés de le mentionner. Dans le cas contraire « La Vérité » en donnera que les initiales.

Lettre de la caserne

Camarade,

Je viens d'achever la lecture de la brochure intitulée « La lutte des trotskystes sous la terreur nazie ».

Militant aux Jeunesses Communistes de 1942 à 1944, j'ai quitté depuis cette époque cette organisation dont les mots d'ordre super-patriotes me devenaient de jour en jour plus odieux. Durant l'occupation, militant illégal uniquement en contact avec mes chefs ou avec les militants J. C. de base, je n'ai pu entrer en contact avec l'organisation clandestine du P. C. I. et pourtant je crois avoir perdu en Kunstler Henri un de mes meilleurs camarades d'études (Lycée Voltaire), à moins d'homonymie.

Depuis la « libération », je n'ai fréquenté que quelques groupes S. R., anars, dont l'agitation théorique est sans aucune utilité pour un renouveau de l'action révolutionnaire. Actuellement mobilisé, et sans aucune liaison avec le monde révolutionnaire, je borne mon activité à la lecture de Lénine.

J'ai eu la chance de me procurer aujourd'hui votre brochure et désormais en possession de votre adresse, et persuadé que mes opinions sont les vôtres je suis prêt à prendre contact avec vous et, si cela devient possible, à militer au P. C. I.

Je me tiens à votre disposition pour renseignements que vous désirerez ultérieurement.

Je serai à Paris à la fin du mois. Dites-moi si je pourrai vous rendre visite.

Recevez, camarade, mon salut communiste.

2 novembre 1945.

Caporal B..., N° R. I.

◆◆◆◆◆

Des camarades indochinois de la 46^e Cie nous envoient un mandat de 500 fr., résultat d'une collecte faite en remerciement des articles parus dans *La Vérité*.

SUR LE FRONT OUVRIER

LA GRÈVE AUX CHÈQUES POSTAUX

Tous les moyens sont bons !

Grève à l'Arsenal d'Indret

UN PROVOCATEUR NAZI REÇOIT UNE CORRECTION

Dernièrement, un contrôleur de la Marine de l'Etat capitaliste vint à Indret. Il constata que les crédits destinés au paiement des salaires étaient dépassés. Comment rétablir l'équilibre ? En octroyant de nouveaux crédits ? Il n'en fut pas question. Les crédits supplémentaires sont réservés aux gonnés grassement payés du ministère de la Marine. Il fallait donc rogner les salaires du personnel. Notre contrôleur décida de réduire les échelons de 18 à 9 pour les ouvriers professionnels et à 7 pour les manœuvres.

Ces échelons s'ajoutent aux salaires qui sont les mêmes que dans l'industrie privée. Un échelon vaut 0 fr. 45 pour un manœuvre, 0 fr. 55 pour un ouvrier spécialisé et 0 fr. 65 pour un ouvrier professionnel.

Les échelons sont attribués à l'ancienneté (un tous les deux ans) ou au choix. L'avancement au choix était naguère décidé arbitrairement par la direction. Depuis cette année, il est déterminé, dans chaque atelier, par une commission composée des meilleurs ouvriers, du responsable syndical, du chef d'équipe et du chef de service. La classification ainsi obtenue semble donner satisfaction aux camarades.

La réduction du nombre d'échelons constituait une atteinte à leurs maigres salaires particulièrement pour les manœuvres. En divisant manœuvres et ouvriers, les exploitateurs gonnés croyaient réussir facilement leur mauvais coup.

Ils avaient compté sans la combattivité et la solidarité des gars d'Indret. Le 3 octobre, avec un ensemble parfait, ils débrayaient à 18 heures, une demi-heure avant la débauche.

C'est alors qu'un trois-galons, nommé Bremer, dit au gardien-chef : « Vous devriez mettre vos gardiens entre les deux grilles avec des mitraillettes pour les empêcher de sortir ! »

La réponse des camarades ne se fit pas attendre. Quand le nazi Bremer sortit, il fut poursuivi par une foule vengeresse qui voulait le jeter à la Loire. Il s'en tira avec une paire de claques et un pavé sur la tête.

La leçon a porté. Bremer a momentanément perdu le goût des provocations. Il a demandé son changement. Voilà une éducation qui aura été menée rondement !

Quant à la Direction, elle a marqué le coup. La décision de réduire les échelons est renvoyée au ministère.

(Extrait du *Proletaire de l'Ouest*, organe régional du P.C.I.)

DE LA DÉLÉGATION OUVRIÈRE DU VIET-NAM DU NORD

APPEL

DE LA DÉLÉGATION OUVRIÈRE DU VIET-NAM DU NORD

(Appel adressé, entre autres, à la C.G.T., à l'Aurore, au Populaire, à l'Humanité.)

La délégation ouvrière du Viet-Nam du Nord, réunie en conférence à Hanoi le 25 octobre, vous adresse son salut fraternel.

... Nous résistons actuellement contre les impérialistes français qui essaient de rétablir leur domination sur notre pays à l'aide des troupes anglo-hindoues. Celles-ci, au lieu d'accomplir leur mission qui est de désarmer les Japonais dans le sud de l'Indochine, aident ces derniers à nous combattre.

Obligés de faire face à des ennemis supérieurs en nombre et en matériel, nous avons décidé de lutter jusqu'à la mort pour sauvegarder l'indépendance de notre patrie. Le retour des colons français de l'Indochine signifie l'exploitation honteuse des classes ouvrières indochinoises.

Nous sommes sûrs que les gens fidèles aux idées de liberté, d'égalité et de fraternité, soutiendront énergiquement notre cause légitime devant l'opinion et les pouvoirs publics de la France et du monde entier et que vous ne manquerez pas de protester avec nous contre l'agression française et l'attitude injustifiable des troupes anglaises...

La Médaille des Bons Serviteurs

Jouhaux a été décoré de la Légion d'honneur dans la même promotion que d'Argenlieu (de l'Indochine), et Ernest Mercier (du trust de l'électricité).

!!!

Les Chantiers de Bretagne travaillent-ils pour Franco ?

Est-il exact que les Chantiers de Bretagne exécutent des plans pour la Marine espagnole ? Et cela en vertu de commandes passées sous le régime de Vichy ?

Dans ce cas, qui fournira les turbines ? A quand la fourniture de contre-torpilleurs complets à Franco ?

Après cela, on viendra dire aux travailleurs de produire sans revendiquer ?

Oui, produire, mais on veut savoir pour qui et à quel usage. Un seul moyen : contrôle ouvrier sur la production !

(Extrait du *Proletaire de l'Ouest*, organe régional du P.C.I.)

Imprimerie Spéciale de « LA VÉRITÉ »